

RETRAITÉ·ES, CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE

ÉTAT DES LIEUX RENTRÉE 2020

Tous les problèmes repris par l'ensemble des médias montrent que les Français·es se supportent de moins en moins. Tout est prétexte à l'affrontement. « La race », la religion, la culture, le sport etc., sont des sujets qui divisent de plus en plus les relations personnelles ou collectives, jusqu'à l'affrontement, souvent violent... Des mots comme tolérance, respect, dialogue seraient-ils devenus tabous ?

Le confinement imposé par le gouvernement, conséquence de la crise sanitaire, aurait-il développé un repli sur soi, un individualisme, une défiance anxiogène sur tout ce qui nous entoure ?

La crise du Covid-19 n'explique pas tout. La réalité est que les Français·es vivent dans une société de plus en plus dangereuse pour les personnes, notamment les femmes et les jeunes filles. Le ministère de l'Intérieur serait bien inspiré de diffuser des statistiques fiables sur l'ensemble des crimes et délits, comme le ministère de la Santé sur l'état des lieux sanitaire lors de cette pandémie qui a mis à genoux notre économie, développé le chômage, creusé encore plus la précarité ; mais en sont-ils capables ?

La vérité, c'est que ce gouvernement nous cache trop de choses.

Pour cette rentrée, dans un contexte si particulier, il nous faut à la CGT comme ailleurs exiger que le gouvernement donne de vrais moyens humains, financiers, aux piliers de notre démocratie républicaine : santé, éducation, forces de l'ordre, car oui il en faut, et il n'est pas normal que celles-ci se laissent déborder par manque de moyens humains et matériels. On ne veut pas d'un État répressif, mais d'un État qui protège tous les nos concitoyens.

Si l'on veut rétablir l'ordre, le respect des institutions et des personnes, cela passe avant tout par un retour à l'emploi pour toutes, dans les meilleures conditions de travail, avec de meilleurs salaires, une relocalisation de nos entreprises, savoir-faire et usages dans notre pays, une formation accrue, universitaire, professionnelle, de qualité. Personne ne doit rester sur le carreau.



# État des lieux rentrée 2020

jeudi 1er octobre 2020, par [Bariaud](#)

RETRAITÉ·ES, CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE

ÉTAT DES LIEUX RENTRÉE 2020

Tous les problèmes repris par l'ensemble des médias montrent que les Français·es se supportent de moins en moins. Tout est prétexte à l'affrontement. « La race », la religion, la culture, le sport etc., sont des sujets qui divisent de plus en plus les relations personnelles ou collectives, jusqu'à l'affrontement, souvent violent... Des mots comme tolérance, respect, dialogue seraient-ils devenus tabous ?

22

Le 1er Octobre 2020 - 1er Octobre 2020

Le confinement imposé par le gouvernement, conséquence de la crise sanitaire, aurait-il développé un repli sur soi, un individualisme, une défiance anxiogène sur tout ce qui nous entoure ?

La crise du Covid-19 n'explique pas tout. La réalité est que les Français·es vivent dans une société de plus en plus dangereuse pour les personnes, notamment les femmes et les jeunes filles. Le ministère de l'Intérieur serait bien inspiré de diffuser des statistiques fiables sur l'ensemble des crimes et délits, comme le ministère de la Santé sur l'état des lieux sanitaire lors de cette pandémie qui a mis à genoux notre économie, développé le chômage, creusé encore plus la précarité ; mais en sont-ils capables ?

La vérité, c'est que ce gouvernement nous cache trop de choses.

Pour cette rentrée, dans un contexte si particulier, il nous faut à la CGT comme ailleurs exiger que le gouvernement donne de vrais moyens humains, financiers, aux piliers de notre démocratie républicaine : santé, éducation, forces de l'ordre, car oui il en faut, et il n'est pas normal que celles-ci se laissent déborder par manque de moyens humains et matériels. On ne veut pas d'un État répressif, mais d'un État qui protège tous les nos concitoyens.

Si l'on veut rétablir l'ordre, le respect des institutions et des personnes, cela passe avant tout par un retour à l'emploi pour toutes, dans les meilleures conditions de travail, avec de meilleurs salaires, une relocalisation de nos entreprises, savoir-faire et usages dans notre pays, une formation accrue, universitaire, professionnelle, de qualité. Personne ne doit rester sur le carreau.

Il nous faut exiger que le gouvernement tire les conclusions de cette terrible crise sanitaire. On dialogue 100 milliards d'euros, entre autres pour l'emprunte sous le couvert du MEDEF, mais à quel prix ? vraiment cette « crise » ?

Notre système de santé est essouffé, et le plan Ségur ne va pas rattraper en peu de temps ce qui a été détruit (postes d'infirmières, aides-soignantes, médecins, IAS, établissements hospitaliers, EPHAD, soins à domicile) qui ont fait cruellement défaut ces derniers mois.

Notre société, notre pays comme beaucoup dans le monde ont été ébranlés par un enchevêtrement de causes néfastes, dramatiques, du au Covid-19 ; soyons vigilants afin que notre gouvernement ne se dédouane pas d'une situation pour laquelle il serait dans le droit et ne se sentirait pas responsable.

Il nous faut plus que jamais être uni·es, déterminés·es à la CGT comme dans les autres syndicats, où l'action est plus que jamais nécessaire.

Jacky Miquet, SDDN 17



Tous les problèmes repris par l'ensemble des médias montrent que les Français·es se supportent de moins en moins. Tout est prétexte à l'affrontement. « La race », la religion, la culture, le sport etc., sont des sujets qui divisent de plus en plus les relations personnelles ou collectives, jusqu'à l'affrontement, souvent violent... Des mots comme tolérance, respect, dialogue seraient-ils devenus tabous ?

Le confinement imposé par le gouvernement, conséquence de la crise sanitaire, aurait-il développé un repli sur soi, un individualisme, une défiance anxiogène sur tout ce qui nous entoure ?

La crise du Covid-19 n'explique pas tout. La réalité est que les Français·es vivent dans une société de plus en plus dangereuse pour les personnes, notamment les femmes et les jeunes filles. Le ministère de l'Intérieur serait bien inspiré de diffuser des statistiques fiables sur l'ensemble des crimes et délits, comme le ministère de la Santé sur l'état des lieux sanitaire lors de cette pandémie qui a mis à genoux notre économie, développé le chômage, creusé encore plus la précarité ; mais en sont-ils capables ?

La vérité, c'est que ce gouvernement nous cache trop de choses.

Pour cette rentrée, dans un contexte si particulier, il nous faut à la CGT comme ailleurs exiger que le gouvernement donne de vrais moyens humains, financiers, aux piliers de notre démocratie républicaine :

santé, éducation, forces de l'ordre, car oui il en faut, et il n'est pas normal que celles-ci se laissent déborder par manque de moyens humains et matériels. On ne veut pas d'un État répressif, mais d'un État qui protège tou·tes nos concitoyen·nes.

Si l'on veut rétablir l'ordre, le respect des institutions et des personnes, cela passe avant tout par un retour à l'emploi pour tou·tes, dans les meilleures conditions de travail, avec de meilleurs salaires, une relocalisation de nos entreprises, savoir-faire et usines dans notre pays, une formation scolaire, universitaire, professionnelle de qualité. Personne ne doit rester sur le carreau.

Il nous faut exiger que le gouvernement tire les conclusions de cette terrible crise sanitaire. On débloque 100 milliards d'euros entre autres pour l'entreprise sous le couvert du MEDEF, mais à qui profitera vraiment cette

« manne » ?

Notre système de santé est exsangue, et le plan Ségur ne va pas redresser en peu de temps ce qui a été détruit (postes d'infirmier·es, aides-soignant·es, médecin·es, lits, établissements hospitaliers, EPHAD, soins à domicile) qui ont fait cruellement défaut ces derniers mois.

Notre société, notre pays comme beaucoup dans le monde ont été ébranlés par un enchaînement terrible de causes néfastes, dramatiques, dû au Covid-19 : soyons vigilant·es afin que notre gouvernement ne se dédouane pas d'une situation pour laquelle il serait dans le déni et ne se sentirait pas responsable. Il nous faut plus que jamais être uni·es, déterminé·es à la CGT comme dans les autres syndicats, où l'union est plus que jamais nécessaire.